



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France

Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-d'Oise

Dossier suivi par : Jean-Baptiste BELLON

Objet : demande de déclaration préalable

MAIRIE DE FREMECOURT

Hotel de ville

Rue de Cléry

95830 FREMECOURT

A Cergy-Pontoise Cedex, le 02/07/2021

numéro : dp25421B0007

adresse du projet : 53 RUE DE CLERY 95830 FREMECOURT

nature du projet : Régularisation de travaux

déposé en mairie le : 26/05/2021

reçu au service le : 02/06/2021

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -
Eglise Notre-Dame (Frémécourt) - Vexin français (Frémécourt)

demandeur :

M AUMOND THIERRY

53 RUE DE CLERY

95830 FREMECOURT

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, étant de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce ou ces monuments historiques ou aux abords, l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

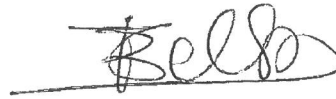
Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

- Motifs du refus (1)

Tant par un toit en appentis ne tenant pas compte des caractéristiques des constructions traditionnelles locales que par des matériaux non traditionnels et inesthétiques (toiture en tôle nervurée, bardage horizontal, etc.), la construction projetée ne constitue pas un ensemble harmonieux avec la construction principale et ne s'insère pas harmonieusement dans son environnement. En effet, un toit en appentis à vocation à avoir un faitage adossé à un mur (solin) et parallèle à la façade la plus longue. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s) ci-dessus nommé(s).

Les travaux déjà réalisés, dans leurs dispositions actuelles, portent atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) cité(s) en objet dont il convient de garantir la présentation et ne peuvent être régularisés.

L'architecte des Bâtiments de France



Jean-Baptiste BELLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.